



**HAL**  
open science

## Trajectoires politiques face au rapport leadership/territoire: Étude de cas

William Genieys

► **To cite this version:**

William Genieys. Trajectoires politiques face au rapport leadership/territoire: Étude de cas. "Leadership politique et pouvoir territorialisé", Jul 2000, Bordeaux, France. hal-01401770

**HAL Id: hal-01401770**

**<https://hal.science/hal-01401770v1>**

Submitted on 25 Nov 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**“ Leadership politique et pouvoir territorialisé ”**

**Colloque CERVL, IEP de Bordeaux 18, 19, 20 octobre 2000**

“ Trajectoires politiques face au rapport leadership/territoire : Etude de cas ”

William Genieys

(Chargé de recherche au CEPEL, CNRS)

Il s’agit dans cette communication d’opérer une double discussion : d’une part d’un point de vue théorique il conviendra de montrer en quoi la catégorie d’analyse leadership permet de saisir dans une sociologie “ renouvelée ” de la vie politique locale les transformations de la réalité du pouvoir. Rappelons ici que notre réflexion sur le leadership comme catégorie d’analyse s’est construite dans la perspective de rendre compte de façon dynamique des rapports changeant entre configuration des territoires politiques et configurations de la territorialisation de l’action publique (Genieys, et alii. 2000).

Pour analyser ce qui caractérise la transformation du pouvoir local, je partirai de l’hypothèse de la formation de leaderships politiques locaux sur la base des nouveaux modes de mobilisation du territoire apparus dans les années quatre-vingt. *Dans cette perspective, il est nécessaire de concilier l’analyse de l’action publique locale avec celle de la sociologie de la vie politique locale. La construction de ponts entre ces deux approches est aujourd’hui plus que nécessaire.*

Afin de déterminer les contours de la forme de la représentation politique locale et les limites sociétales de chaque territoire, il convient de prendre en compte les différences entre les modes de mobilisation de l’action publique (qui peuvent se ressembler, voire converger) et les modèles (*patterns*) de la représentation politique (qui seront toujours distincts et propres à un territoire). Le territoire de la politique locale peut être défini de façon minimaliste comme le lieu sur lequel se fait l’élection. La mobilisation des ressources du territoire par les prétendants au leadership local repose sur *deux logiques d’action* qui peuvent se superposer :

*1/ d’une part, celle du territoire comme un espace d’action publique où les acteurs sont engagés dans une lutte politique pour déterminer leurs droits d’intervention, leurs ressources et donc leurs degrés d’autonomie institutionnelle ;*

*2/ d’autre part, celle du territoire comme espace d’identification politique*

Dans cette perspective, un élu local affirme son leadership fonctionnel en contrôlant et en coordonnant les tâches et les problèmes qui émergent sur son territoire (cf., R. A. Dahl, 1971). De même, il s'agit de dépasser la distinction entre leadership transactionnel et leadership transformationnel (cf., J. Mc Burns, 1978). En effet, si le premier modèle se caractérise par une pratique de négociation tactique, le deuxième vise un niveau de changement social qui touche les valeurs mêmes des administrés, voire leur territoire. De façon plus précise, c'est à travers l'apprentissage des normes de la " négociation territoriale " que les élus affirment leur légitimité politique au niveau local (cf., J. P. Gaudin, 1999).

Ainsi, l'analyse du leader en action et de ses réseaux d'influence agissant via les politiques sur un territoire donné s'avère nécessaire pour comprendre les nouvelles dynamiques du pouvoir local.

Il s'agit d'illustrer ma posture théorique à partir d'un choix *a priori* de trois formes de leadership variant en fonction de configuration(s) territoriale(s) particulière(s). La méthode de recherche retenue est celle de la re-construction de trajectoire politique à partir d'entretiens monographiques. Cette démarche consistera à faire ressortir les représentations et le rapport au territoire entretenu par ces acteurs politiques.

Il s'agira de montrer comment ces acteurs affirment leur leadership sur leur territoire d'élection à partir des différentes politiques qu'ils mobilisent pour arriver à leur fin. Pour ce faire, je retiendrai dans mon panel des élus locaux issus du milieu rural, du milieu périurbain et enfin du milieu urbain. Le choix de ces trois niveaux de la vie politique locale me permettra d'appréhender la question du territoire à travers ses différentes échelles d'actions. Mon choix provisoire porte sur les sites suivants :

- en milieu rural : je travaillerai pour le Languedoc-Roussillon, sur la stratégie politique du conseiller général d'un Canton de l'Aude fortement impliqué dans le projet Pays cathare et en passe de conquérir la présidence du conseil général.

- en milieu péri-urbain : j'analyserai la trajectoire du Maire de Mèze (10000 habes, péri-urbain de Sète) député européen sur laquelle j'avais déjà travaillé (Genieys, Joana, 1996).

- en milieu urbain : je étudierai la trajectoire politique du maire de Maugio (ville de la banlieue de Montpellier où la question de la mobilisation d'une " identité espagnole " se pose en raison de la présence d'un fort vote communautaire), qui vient d'être intégré dans le projet d'agglomération de la ville de Montpellier.

Les analystes de la décentralisation en France s'accordent à souligner que la réforme de 1982 a déstabilisé les piliers du pouvoir local. La remise en cause des rôles de l'Etat, l'engagement direct de la responsabilité des élus et la multiplication des actions publiques territoriales sont autant d'indices contradictoires et complexes sur les "génies invisibles du local" (Mabileau 1997). Le phénomène, fortement contingent du développement de nouveaux modes de légitimation des élus locaux, pose le problème de l'écart qui se creuse entre les outils de l'analyse des politiques publiques et ceux d'une sociologie de "la vie politique locale". Comment aborder de front le lien analytique qui sépare l'implication des élus dans les politiques publiques et leur activité de représentation politique ? La connaissance sociologique sur les réseaux de décision et les "référentiels d'action publique" en présence se détache des questionnements portant sur le recrutement, la formation, l'action et l'évocation des élites politiques locales. Et la sociologie politique n'explique pas assez comment les élites agissent pour créer et maintenir leur position au sein des hiérarchies sociales complexes. L'établissement de *ponts* entre la sociologie de la représentation politique au local et l'analyse de l'action publique constitue un enjeu analytique stimulant. Pour préciser cette articulation, un des angles de lecture possibles concerne la notion de leadership politique.

Néanmoins, depuis quelques années un virage s'opère quand le recours à la notion de leadership redevient une alternative constructive. En effet, certaines redéfinitions des approches mobilisant la notion permettent de dépasser la conception essentiellement interactionniste du pouvoir (Paige, 1977, 23)<sup>1</sup>, en questionnant directement les formes de légitimation des leaders<sup>2</sup>. Dans son ouvrage théorique sur le *leadership*, James MacGregor Burns souligne qu'à force de conceptualiser "la politique en tant que pouvoir", on en vient à sous-estimer "la question de la politique dans le pouvoir" (1978, 11)<sup>3</sup>. En s'émancipant

---

<sup>1</sup>Cette posture analytique est sous-jacente à l'approche de la communauté politique (*community power*) avancée par Robert Dahl dans son imposante monographie sur "Qui gouverne à New Haven ?" (1961). Selon ce sociologue, un leader politique, notamment un maire urbain, peut jouer le rôle de catalyseur de la communauté politique, rôle qui dépend surtout de sa capacité à mobiliser des ressources interpersonnelles. Plus explicitement, pour Dahl, le leadership politique se mesure à travers la capacité qu'ont ces acteurs à hiérarchiser les ressources d'un territoire en établissant des compromis au sein des coalitions gagnantes (*winning coalitions*) avec les acteurs sociaux locaux avant et après les élections municipales.

<sup>2</sup> Robert Tucker rappelle que "l'approche en termes de rapport de forces (*the power approach*) ne nous éclaire ni sur ce que font les leaders, ni sur ce qu'on attend qu'ils fassent en tant que leader" (Tucker, 1995, 8).

<sup>3</sup> Ce courant de recherche participe à ce qu'Aaron Wildavsky qualifie "d'acte de magie où l'on fait disparaître le leadership" où "toutes les voies tracées pour étudier le leadership finissent par dissoudre l'objet même de recherche", cf. l'interview publiée dans *The New York Times Review of Books*, 27 avril 1980, p. 12.

d'une conception restrictive du pouvoir défini seulement comme un échange de ressources politiques " palpables ", sa réflexion permet de placer au centre de l'observation la participation du leader à la production de nouvelles représentations du territoire, à l'affirmation des nouveaux acteurs politiques et aux mécanismes de recomposition de l'action publique.

Afin de comprendre ce glissement, il convient de revenir tout d'abord sur les apports et les limites de ces théories pour montrer ensuite en quoi un questionnement sur les nouvelles dynamiques du pouvoir local, notamment celle du rapport entre leadership et territoire, permet de concilier l'analyse de l'action publique locale avec celle de la représentation politique.

Autrement dit, il convient de recentrer l'analyse du pouvoir local sur une sociologie des rapports entre leadership et territoire. La capacité des élus à mobiliser des ressources politiques ne se limite pas à des logiques d'organisation et d'échange politique mais plutôt à un processus plus global où le leader motive ses *followers* en se référant au territoire (*Pôle Sud*, 1997). Il s'agit alors de montrer en quoi, confrontés à la réalité de la décentralisation, les élus locaux sont amenés à développer certaines pratiques managériales qui modifient leur appréhension du pouvoir périphérique. La prise en compte du rapport leadership/territoire permet de restituer la particularité des trajectoires politiques de leaders. Au gré de chaque configuration politique et territoriale, ces derniers doivent affirmer leur capacité à transformer le territoire tout en acceptant la portée des réseaux et des intérêts en présence. Bref, pour affirmer leur leadership politique ces élus doivent simultanément intégrer dans leur stratégie politique les dynamiques sociales du territoire mais aussi les opportunités que leur offrent les changements institutionnels.

#### *LES TROIS DYNAMIQUES DU RAPPORT ENTRE LEADERSHIP ET TERRITOIRE*

Comment s'engager dans une analyse du pouvoir local qui dépasse les perspectives a-territoriales en s'enrichissant de la sociologie de chaque territoire concerné ? Cette exigence et cette quête, qui impliquent en même temps que les réflexions comparatives dépassent le constat des singularités historiques et sociopolitiques propres à chaque cas d'étude, nous

incitent à adopter un modèle d'analyse basé sur les “ configurations ” de l'action politique locale. Cette posture vise à établir et à maintenir une distinction analytique entre les *modes* d'intervention d'un élu local (qui peuvent se ressembler, voire converger) et les *configurations* d'émergence du leadership politique (qui seront toujours distinctes et propres à un territoire). Le terme de mode d'intervention recouvre les pratiques politiques qui sont individualisables. Faire un discours républicain le 14 juillet, centraliser la machine interne d'un parti, “ monter à Bruxelles ” pour s'assurer d'une aide communautaire, constituent des modes d'action politique susceptibles d'être développés par un élu local. Dans une perspective de management public ciblée sur l'efficacité ou l'efficience, ces interventions peuvent être étudiées et comparées en profondeur. Mais en soi cela n'informe guère sur le sens social de la pratique en question, ni du rapport entre le leader, sa légitimité et son territoire.

Nous suggérons ici que ce rapport s'articule sur trois dimensions. La *configuration territoriale* permet d'envisager l'enracinement politique et social des contraintes et des opportunités de leadership. La *construction politique* centre l'étude sur les trajectoires personnelles, dans leurs relations aux entourages, équipes et *followers*. L'*identité territoriale* se rapporte aux registres de présentation et de représentation que portent les leaders. Travailler sur l'imaginaire collectif, et son rapport à l'espace politique, c'est aussi, loin des métaphores bucoliques, appréhender autrement l'action publique territoriale.

#### *a. Intervenir sur quoi ? Les configurations territoriales comme enjeux d'action publique*

Le concept de configuration, tel qu'il est formalisé par Norbert Elias (1991)<sup>4</sup>, peut se révéler utile pour restituer la polysémie du territoire, ou plutôt des territoires d'action dans lesquels se meut l'élu local. Cet outil peut être fertile pour analyser les différentes conceptions du territoire, de l'électif (la circonscription électorale) au gestionnaire (la mise en œuvre de l'action publique locale) en passant par l'identitaire (la culture locale). Ces différents territoires constituent autant de configurations territoriales auxquelles se trouvent confrontés tous les élus locaux en quête de leadership. Un élu local peut tout à la fois agir sur son territoire d'élection (sa circonscription électorale) et mettre en œuvre des politiques publiques fondées sur la valorisation des identités locales. Mais il peut aussi intervenir au sein

---

<sup>4</sup> Pour Norbert Elias, “ le terme de configuration sert à créer un outil conceptuel maniable, à l'aide duquel on peut desserrer la contrainte sociale qui nous oblige à penser et à parler comme si l'individu et la société étaient deux figures différentes et de surcroît antagonistes ” (1991, pp. 156-157). A l'instar de ce sociologue, on considère qu'une configuration territoriale constitue une figure globale (correspondant à des situations concrètes d'échange social) où domine des logiques d'interdépendance.

d'une seule de ces configurations territoriales. À une époque de recomposition accélérée du pouvoir local (décentralisation, déconcentration, " processus autonome ", intégration européenne, privatisation...), il nous paraît nécessaire d'établir une grille d'analyse permettant de croiser un questionnement sur les rapports instables entre la représentation politique, le territoire et le changement institutionnel, c'est-à-dire entre les trois variables que sont le leadership politique, les configurations territoriales et le changement institutionnel.

En résumé, l'analyse des politiques locales fait l'économie d'une réflexion sur les effets matériels et symboliques de l'action publique sur la trajectoire des élus locaux. Pourtant, le territoire constitue un lieu privilégié pour observer les effets de " légitimation croisée " qui s'établissent autour de l'action d'un prétendant au leadership politique. Dès lors, il convient d'analyser comment un élu local prend en compte les représentations sociales du problème à résoudre, présentes sur son territoire, et essaie d'y répondre en participant à la formulation de nouvelles politiques publiques. Cette question déborde aujourd'hui largement le seul cercle des élus. Elle vise, par exemple, les représentants de l'Etat sur le territoire. L'une des leçons de la décentralisation est en effet que les ressorts et la mise en œuvre concrète de ce pouvoir de représenter varient fortement d'un territoire à l'autre.

En prenant en compte les idées dans l'action politique comme des objets de négociation au sein des " arènes " et des " forums " des politiques publiques (Jobert, 1996), il semble possible d'étudier les processus de définition des problèmes publics à l'aune du rapport qui s'établit entre les politiques publiques et les identités partisans, professionnelles et territoriales en jeu<sup>5</sup>. Mais l'application de ce schéma d'interprétation sous-estime souvent la spécificité sociologique et territoriale des acteurs étudiés. Le risque est alors grand de recentrer l'analyse sur les structures institutionnelles, en analysant alors des mouvements d'idées détachés de leurs émetteurs. Pour éviter ce biais, il semble important d'observer la manière dont s'établit et s'entretient la confiance entre les élus locaux mobilisant les ressources de l'action publique et les administrés, dans la mesure où le territoire en constitue le lieu de résonance. De manière générale, tout leader politique se trouve confronté au dilemme posé par les contradictions entre des logiques propres à l'action publique et celles de la demande sociétale. Agissant comme un entrepreneur potentiel des politiques publiques,

---

<sup>5</sup>Nous retrouvons ici " la composante identitaire " de la médiation politique soulignée par Pierre Muller. Celle-ci " en constitue une dimension essentielle, dans la mesure où elle va fonder la vision qu'un groupe a de sa propre place et de son rôle dans la société " (...) " Ce qui signifie qu'un acteur donné pourra se positionner comme médiateur à un moment donné et dans un contexte socio-organisationnel donné, mais ne pourra pas construire n'importe quel système de croyance en fonction de ses besoins stratégiques, les croyances étant le résultat d'une interaction très complexe entre la place du groupe dans la division du travail et l'identité construite à partir de cette place " (Muller,

l' élu doit parallèlement se prononcer sur les controverses générales liées à la mise en œuvre de politiques sectorielles tout en prenant en compte les spécificités du territoire qu'il représente<sup>6</sup>.

*b. Comment intervenir ? Trajectoires et entourages*

De manière générale, la notion de leadership politique caractérise une catégorie d'acteurs qui, tout en se référant à la défense de “ l'intérêt général ”, s'attachent à établir et à étendre leur autonomie politique. Formellement, ce phénomène se traduit par une façon de constituer et de mobiliser une équipe ou un entourage politique qui entre en relation avec un parti politique et qui met en scène le pouvoir. Toutefois, l'éligibilité des leaders n'est pas limitée à la filiation partisane (tendance de l'approche des professionnels de la politique) et à l'hérédité politique (tendance des anthropologues). Les leaders potentiels et confirmés *travaillent* leur entourage politique. Les travaux de Francis G. Bailey sur l'émergence du leadership dans la société indienne montrent que le leader est celui qui monopolise et qui gère les ressources dans une situation politique particulière (Bailey 1971, pp. 49-73). La capacité entrepreneuriale de redistribution du leader révèle notamment un entourage plus ou moins performant selon que ce dernier s'appuie sur des “ mercenaires ” ou sur des “ fidèles ”. Cette distinction nous paraît très importante à l'heure où les élus locaux possèdent de plus en plus de responsabilités et doivent intervenir régulièrement dans les politiques publiques<sup>7</sup>. Toutefois cette proposition doit être enrichie par une entrée qui permet de mieux comprendre des actes de *représentation*, au sens large, où se superposent des logiques d'invention du territoire et “ le défi de l'authenticité ” dont parle Robert Starratt dans sa sociologie des leaders (1993, 48-51). Sa proposition visant à distinguer le leadership *fonctionnel* du leadership *substantif* évoque deux formes d'intervention politique consubstantielles esquissant une conciliation entre la sociologie du pouvoir local et l'analyse des rapports entre leadership et territoire.

Il faut aussi prendre en compte la manière dont le leader conçoit et travaille sa relation à l'espace et au temps. Dans cette perspective, la configuration du territoire n'est pas seulement considérée comme un lieu d'action publique où l' élu local interagit principalement avec les

---

1995, 162-163).

<sup>6</sup> Le pouvoir local d'un l' élu se traduit par une fusion du rôle “ d'entrepreneur territorial chargé d'argumenter publiquement la conversion d'atouts sectoriels en ressources pour le développement local ” (Faure, 1997, p. 77).



acteurs des instances publiques, parapubliques et privés. Elle est également une source de référents symboliques que le leader politique peut, et dans un sens doit “instrumentaliser”, pour s’imposer comme un représentant politique légitime auprès de ces mandants administrés. La configuration territoriale revêt aussi une dimension centrale dans la constitution d’un lien privilégié avec ses propres soutiens<sup>8</sup>. Toutefois, si l’ élu local peut jouer de ces différentes dimensions du territoire, il ne peut pas le faire n’importe comment et surtout n’importe quand. La configuration territoriale n’est pas une simple pièce ou un lieu de ressources, elle est aussi, et d’abord, une composante-clé du lien social<sup>9</sup>. Par conséquent, un acteur politique doit non seulement tenter d’incarner les représentations traditionnelles du territoire, mais il doit aussi en promouvoir sa modernisation. Ces deux obligations correspondent à ce que Robert Starratt caractérise comme le *leadership substantif*, autour de pratiques qui “tendent à souligner le sens, les objectifs englobant et l’identité qui motivent et qui guident les personnes d’une société ou d’une organisation”(1993, 4). Cette dimension substantive, qui complète l’approche instrumentale, permet d’intégrer les représentations territoriales en tant que facteur de légitimation de l’activité politique des élus.

Ce dernier point prend tout son sens dans la période contemporaine de changement institutionnel accéléré<sup>10</sup>. Les situations d’affaiblissement des institutions, tel que le changement de régime, sont des moments privilégiés pour l’affirmation de la capacité d’innovation des leaders (Genieys, 1997a)<sup>11</sup>.

### *c. Intervenir au nom de quel territoire ? Le changement institutionnel et les dynamiques identitaires*

L’analyse rapport leadership/territoire ouvre aussi la voie d’une réflexion sur les dynamiques politiques qui dépassent le strict cadre des institutions politiques traditionnelles. Ainsi, il est clair que l’on retrouve l’expression de ces dynamiques dans une situation institutionnelle où la légitimité des territoires est susceptible d’être contestée. Le territoire

---

<sup>7</sup> La réflexion sur la formation d’un leadership écologiste dans le département de l’Hérault montre que pour imposer localement son pouvoir, la maîtrise de l’expertise environnementale est l’un des registres mobilisés (Genieys, Joana, 1996).—

<sup>8</sup> C’est ce que Burns appelle le rapport entre *leaders and followers* : “les leaders convainquent ceux qui les suivent (leur *followers*) d’agir en faveur de certains objectifs qui représentent les valeurs et les motivations - les désirs et besoins, les aspirations et les attentes - aussi bien des leaders que des *followers*”(1978, 19).

<sup>9</sup>A ce propos, Fontaine et Le Bart remarquent à juste titre qu’en concentrant l’analyse sur les activités de médiation de l’ élu local, on se limite à “une perspective implicitement fonctionnaliste” occultant ainsi la dimension territoriale du pouvoir local (1994, 23).

<sup>10</sup> Ici nous rejoignons les propos d’Aaron Wildavsky pour qui l’étude détaillée de l’action des leaders n’est véritablement pertinente que si on “replace ces acteurs dans des contextes ou des régimes politiques particuliers”(1989, 100).

d'un leader politique revêt une forme duale. Il apparaît d'une part comme un espace d'interactions où les acteurs sont engagés dans une lutte politique pour déterminer leurs droits d'intervention, leurs ressources et donc leur degré d'autonomie institutionnelle (Le Galès, 1995). Il révèle d'autre part un espace identitaire, le territoire étant un lieu d'appartenances recomposé autour des objets de la vie quotidienne des habitants qui y trouvent une résonance et un ancrage (Taylor, 1989).

D'une part, il semble indéniable que " l'illusion identitaire " relève du développement de stratégies de certaines élites en quête de pouvoir (Bayart, 1996). En ce sens, la mobilisation des identités territoriales influe fortement sur les modes de construction de la représentation politique au sein de certaines périphéries<sup>12</sup>. En Espagne par exemple, les leaders politiques de certaines régions mobilisent explicitement les identités territoriales pour faire aboutir des projets de réforme de l'Etat (Genieys, 1997b). Même s'il faut les distinguer des politiques de " marketing territorial " (Le Bart, 1992), ces stratégies montrent en France l'implication de certains élus locaux dans des politiques intercommunales de développement culturel (Faure, Smith, 1998). D'autre part, les différentes conceptions du territoire de l'action politique ne correspondent plus, bien souvent, au découpage institutionnel traditionnel. Paradoxalement, on assiste à l'émergence de territoires dotés d'un fort potentiel d'action publique où la légitimation par l'élection directe est faible. Les nouvelles structures intercommunales et l'institution régionale relèvent de ce cas de figures en France. Le développement de politiques interterritoriales voire transfrontalières confirme ce phénomène. En agissant dans le cadre de politiques interterritoriales, les leaders politiques définissent en permanence les frontières de leur zone d'action (Jessop, 1996). C'est en partie à travers la définition d'un " imaginaire spatial " qu'ils construisent leur légitimité politique. L'affirmation du leadership politique de l'élu local provient alors de la capacité qu'a ce dernier à jouer sur les différentes configurations territoriales, notamment celle des identités locales.

---

<sup>11</sup> L'analyse de la transition démocratique espagnole a permis de montrer comment les leaders politiques de certaines périphéries, notamment la Catalogne, profitent de la situation pour imposer une profonde réforme territoriale de l'Etat (Genieys, 1997, pp. 239-246).

<sup>12</sup> Bien entendu, cette perspective n'est pas neuve mais fondée sur une longue tradition de recherche. Max Weber développe cette idée dans sa sociologie du pouvoir au sein des communautés politiques (1968, pp. 901-940). Il montre ainsi que dans ce type d'organisation sociale certains individus peuvent agir comme porteurs d'un projet (au sens de *träger*) en vue de légitimer l'organisation politique du territoire. Ainsi, l'attachement à une conception sociale du territoire produit de la légitimité politique pour les leaders qui peuvent s'en revendiquer.

## Références bibliographiques

- Abélès Marc** (1989), *Jours tranquilles en 89*, Paris, Odile Jacob.
- Abélès Marc** (1997), “ La mise en représentation du politique ”, in M. Abélès, H.-P. Jeudy, (dir.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, pp. 247-271.
- Bailey, Francis G.** (1971) “ Les règles du jeu politique ” PUF Paris
- Bayart Jean-François** (1996), *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard.
- Burns John MacGregor** (1978), *Leadership*, New York, Harper and Row.
- Duran Patrice, Thoenig Jean-Claude** (1996), “ L'Etat et la gestion publique territoriale ”, *Revue française de science politique*, vol. 46 (4), pp. 580-623.
- Elias Nobert** (1991), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube..
- Gaudin Jean-Pierre** (1999), *Gouverner par contrat*, Paris, Presses de science po, 1999.
- Genieys William, Joana Jean**, (1996), “ Un Janus notabiliaire : Yves Pietrasenta ”, *Sciences de la Société*, n° 38, mai, pp. 143-158.
- Genieys William** (1997a). *Les élites espagnoles face à l'Etat*, Paris, L'Harmattan.
- Genieys William** (1997b), “ Le territoire imaginaire du Pays Cathare ”, *Pôle Sud*, n° 7, novembre, pp. 118-131.
- Genieys William** (1997c), “ Elites intermédiaires, frontières institutionnelles : Catalogne et Languedoc Roussillon ”, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 13 (3), pp. 211-227.
- Genieys William, Smith Andy** (1998), “ Mobilisations politiques et modèles de leadership territorial. Analyse comparée d'une politique publique européenne et infra-régionale ”, in E. Négrier, B. Jouve (dir.), *Que gouvernent les régions d'Europe ?*, Paris, L'Harmattan, pp. 205-221.
- Genieys William** (1999), “ Les experts du développement local face à l'Etat. La genèse du Pays cathare ”, in R. Balme, A. Faure, A. Mabileau, *Les politiques locales en mouvement*, Paris, Presses de Science po.
- Jobert Bruno** (1996), “ Rhétorique politique, controverses scientifiques et construction des normes institutionnelles : esquisse d'un parcours de recherche ”, in A. Faure, G. Pollet, P. Warin, (dir.), *La construction du sens dans les politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, pp. 13-23.
- Mabileau Albert**, (1997), “ Les génies invisibles du local. Faux-semblants et dynamiques de la décentralisation ”, *Revue française de science politique*, vol. 47 (3-4) juin-août 1997, pp. 340-376.

**Paige Glenn**, (1977), *The scientific study of political leadership*, New York, The Free Press.

**Pôle Sud**, *Elites, politiques, et territoires*, n°7 novembre 1997, 143 p.

**Pourcher Yves**(1987), *Les maîtres de granit. Les notables de Lozère du XVIIIème à nos jours*, Paris, Olivier Orban.

**Starratt Robert** (1993), *The drama of leadership*, London, The Falmer Press.

**Tucker Robert** (1995), *Politics as leadership*, Columbia, University of Missouri Press.

**Wildavsky Aaron** (1989), “A cultural theory of leadership”, in B. Jones (ed.), *Leadership and politics*, Laurence, University of Kansas press, pp. 87-113.